

# Lettre d'information syndicale du RESU

DÉCEMBRE 2023

NUMÉRO 5

[La politique d'expression publique du RESU](#)

## ***Dans ce numéro***

Bienvenue dans le numéro de décembre 2023 de la lettre d'information syndicale du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine (RESU). Nous présentons les mesures prises par l'administration ukrainienne, initiées par les membres les plus néolibéraux de son cabinet et révélées pour la première fois par *openDemocracy*, pour mettre sur la touche les organes syndicaux ukrainiens existants et les remplacer par un nouvel "organe représentatif" docile.

Nous incluons également une nouvelle section sur les luttes communautaires, afin de couvrir correctement la vague croissante de protestations contre la corruption au niveau local et l'utilisation abusive de fonds rares dans un pays en guerre.

Notre section sur la solidarité avec l'Ukraine présente le débat du Parlement écossais sur l'Holodomor de 1931-1932, "l'extermination par la famine" résultant de la politique stalinienne de collectivisation forcée de l'agriculture, qui a causé la mort d'au moins 3,9 millions de personnes rien qu'en Ukraine.

## ***Index***

Dossier : Les manœuvres du gouvernement contre le travail organisé	2
Lutte des travailleurs	7
Luttes communautaires	11
Lutte des étudiants	16
Autres nouvelles sur le travail en Ukraine	17
Solidarité avec les travailleurs et les syndicats d'Ukraine	22
Autres nouvelles sur la solidarité avec l'Ukraine	25
Luttes ouvrières au Belarus	29

## **Des mineurs meurent en première ligne pour défendre l'Ukraine**

*Source : Vincent Présumey*

16 décembre 2023. Un rappel de ceux qui meurent en résistant à l'invasion criminelle russe—les mineurs Eugen Alexandrovych Batluk (à gauche) et Andrii Demchyna, de l'Union indépendante des mineurs d'Ukraine (NPGU).



---

## **Dossier : Les manœuvres du gouvernement contre les syndicats**

---

### **1. Révélation : La tentative secrète de l'Ukraine de contourner les principaux organes syndicaux**

Source : openDemocracy Auteurs : Thomas Rowley, Serhiy Guz

(21 décembre 2023) De hauts fonctionnaires ukrainiens sont à l'origine d'une initiative en coulisse visant à créer leur propre organe de consultation syndicale de haut niveau dans le but de réduire le pouvoir des plus grandes associations syndicales du pays, a révélé *openDemocracy*.

Des documents obtenus en vertu de la loi sur la liberté d'information montrent comment deux députés du parti politique ukrainien au pouvoir ont proposé au gouvernement de créer un tout nouveau "Conseil des dirigeants syndicaux" en juillet 2023, dans une tentative explicite d'éluder l'institution gouvernementale existante pour le dialogue avec les employeurs et les syndicats.

Le cabinet des ministres ukrainien a approuvé l'initiative en août.

Selon les dirigeants syndicaux avec lesquels *openDemocracy* s'est entretenu, aucun d'entre eux n'a été informé de l'existence de ce nouveau conseil, pas plus qu'il n'a été annoncé publiquement.

Ce conseil semble destiné à détourner le dialogue officiel du gouvernement ukrainien de la plus grande confédération, la Fédération des syndicats d'Ukraine (FPU), qui est engagée dans une bataille de plusieurs années avec le gouvernement au sujet de la réforme du droit du travail.

Hryhoryi Osovyi, président de la FPU, a déclaré à *openDemocracy* : "Si un tel décret existe, cela signifierait une intervention directe du gouvernement dans l'activité syndicale".

Depuis l'élection de Volodymyr Zelenskyi en 2019, le gouvernement ukrainien et la FPU se livrent une bataille de plus en plus controversée sur la réforme du travail. En tandem, affirme la FPU, les forces de l'ordre ukrainiennes et les réformateurs ont [ciblé les biens](#) syndicaux (que les syndicats ont hérités de l'ère soviétique, voir photo page suivante) pour tenter de réduire leur capacité financière.

Les commentaires de la personne responsable de la mise en place du nouveau Conseil des dirigeants syndicaux - dont la composition pourrait être contrôlée par le Cabinet des ministres - suggèrent qu'il jouirait d'une relation plus positive avec le gouvernement ukrainien que la FPU ou la KVPU.

"Ce [conseil] est censé résoudre les problèmes, et non se distancer de l'État ou se présenter comme une force autonome", a déclaré Serhiy Kaplin, un ancien député qui mène actuellement une campagne publique contre les dirigeants du FPU.



## Nouveau corps

Au niveau officiel, la proposition du conseil a été initiée par la députée Olena Shulyak, leader du parti Serviteur du peuple de Volodymyr Zelenskyi, et par la députée Halyna Tretiakova, responsable de la politique sociale.

Mme Tretiakova a [dirigé](#) les réformes radicales du gouvernement ukrainien en matière d'emploi au cours des dernières années, en particulier depuis le début de l'invasion russe à grande échelle. Elle n'a pas répondu à une demande de commentaire.

Comme l'a révélé *openDemocracy*, le gouvernement ukrainien a [prévu de](#) s'éloigner complètement de la modération des relations entre employeurs et syndicats, pierre angulaire des normes de travail modernes, et de réduire les protections du travail par le biais d'une nouvelle législation.

Dans une lettre conjointe adressée au cabinet des ministres le 25 juillet, Shulyak et Tretiakova ont noté que "les barrières juridiques, les intérêts politiques et le manque de compréhension" avaient contribué à la faiblesse du dialogue entre l'État, les associations d'employeurs et les syndicats en Ukraine, "malgré de bonnes bases institutionnelles".

Le nouveau Conseil des dirigeants syndicaux, écrivent-ils, sera rattaché au Cabinet des ministres.

Il "modifierait le paradigme soviétique" selon lequel les discussions entre l'État, les associations d'employeurs et les groupes syndicaux (connues localement sous le nom de "dialogue social") se déroulent au sein de l'actuel Conseil national tripartite socio-économique, et les placerait dans une "nouvelle structure avec de nouveaux dirigeants".

Selon Shulyak et Tretiakova, la nouvelle plateforme permettrait aux syndicats d'examiner le droit du travail existant et de proposer des réformes "dans une atmosphère amicale".

Le cabinet des ministres ukrainiens a déclaré à *openDemocracy* que la "propagation des humeurs patriotiques dans la société [ukrainienne]" signifie qu'il est "nécessaire" d'"impliquer les [soldats] et les vrais syndicats ukrainiens dans le dialogue social".

Dans le même temps, Serhiy Kaplin a déclaré à *openDemocracy* qu'il avait "personnellement" initié la proposition du conseil en contactant le bureau du premier ministre et le comité parlementaire pour la politique sociale, dirigé par Halyna Tretiakova, ainsi que de nombreux autres députés - mais il a précisé que seuls Tretiakova et Shulyak étaient d'accord.

Dans une autre correspondance officielle publiée par le cabinet, le ministère ukrainien de la justice a répondu à l'idée du nouveau conseil en notant que le cabinet est lui-même responsable de la composition de tels organes.

En d'autres termes, si le Conseil des dirigeants syndicaux est créé sous les auspices du cabinet ukrainien, la composition du conseil pourrait être approuvée par le cabinet lui-même, c'est-à-dire par les ministres du gouvernement plutôt que par les syndicats.

Lorsqu'on lui a demandé si le conseil serait contrôlé par les fonctionnaires ukrainiens, M. Kaplin a déclaré à *openDemocracy* : "Ce type d'institutions [comme le conseil] n'a pas pour but de placer les syndicats sous la tutelle de l'État, non. C'est l'inverse : mettre l'Etat sous la tutelle des syndicats".

Il a ajouté : "Ce sera comme un parlement pour les syndicats", précisant qu'il était prêt à inclure les dirigeants de la FPU dans le conseil, mais que celui-ci serait principalement réservé aux militants de base.

Gregory Schwartz, expert en relations professionnelles et politiques à l'université de Bristol, a déclaré à *openDemocracy* que le conseil ressemblait à "un style de fonctionnement soviétique ou post-soviétique classique".

"Il est difficile pour le gouvernement de négocier avec de véritables partenaires sociaux, alors il choisit de créer sa propre structure en tant que quasi-partenaire", a déclaré M. Schwartz.

### **Transfert de propriété**

En effet, la campagne actuelle de M. Kaplin contre ce qu'il appelle la direction "corrompue" de la FPU suggère également qu'il pourrait être en mesure d'adopter un ton plus positif dans les relations entre les syndicats et le gouvernement.

Dans le cadre de cet effort, il a mis en place une nouvelle Confédération des syndicats, qui a pour but de séparer les membres et les branches de la FPU.

En juin, une [vidéo](#) montrant M. Kaplin s'adressant de manière agressive à des fonctionnaires présumés de la FPU, entouré d'hommes en tenue de camouflage, a circulé sur Internet. Il a déclaré que sa nouvelle organisation bénéficiait du soutien des anciens combattants et que ceux-ci souhaitaient être représentés au niveau de la direction de la FPU.

Kaplin a également demandé publiquement la révocation des dirigeants syndicaux corrompus, menaçant les vétérans de guerre de "rétablir l'ordre" eux-mêmes s'ils n'étaient pas entendus.

M. Kaplin, secrétaire général de la nouvelle confédération, a demandé que tous les biens des syndicats ukrainiens soient cédés pour aider à la réhabilitation des anciens combattants. Cet appel [a été lancé pour la première fois en 2022](#) par la ministre de l'économie, Mme Yulia Sviridenko, et par la députée Halyna Tretiakova.

"Si vous demandez aux syndicalistes s'ils sont prêts à céder cette propriété à nos soldats pour leur propre usage, ils diront oui", a affirmé M. Kaplin lors d'un entretien avec *OpenDemocracy*.

Cela pourrait inclure les dizaines d'installations syndicales contrôlées par le FPU qui ont été saisies en 2022 dans le cadre d'une enquête criminelle sur la corruption syndicale présumée.

Le directeur de l'agence ukrainienne de gestion des biens saisis (ARMA), qui supervise actuellement les biens gelés du FPU, est également le président de la nouvelle Confédération des syndicats de Kaplin, ce qui soulève la question d'un éventuel conflit d'intérêts.

Dans un post Facebook daté du 4 octobre, la directrice de l'ARMA, Olena Duma, a déclaré qu'elle avait déjà entamé le processus de transfert des biens saisis de la FPU vers une nouvelle gestion. Mme Duma a également indiqué qu'elle avait proposé une législation qui permettrait le transfert de ces propriétés pour la réhabilitation des anciens combattants.

*openDemocracy* a contacté l'ARMA et Olena Duma pour obtenir des commentaires, mais n'a pas reçu de réponse.

---

## 2. Une loi contre les travailleurs

Source : *Sotsialnyi Rukh (Mouvement social)*

(14 décembre 2023) Le 22 novembre 2023, le parlement a adopté un autre projet de loi dangereux pour les travailleurs, "Sur les amendements à certains actes législatifs de l'Ukraine sur la réglementation des jours fériés et d'autres aspects", No. 8313.

Le fait qu'il ait été rédigé par la députée H. Tretiakova et soutenu par un autre néolibéral éhonté, le ministre O. Zholnovych (photo), est déjà alarmant. En raison de l'élargissement des pouvoirs des employeurs en matière de congés non rémunérés, même le ministère de l'économie, favorable aux entreprises, a mis en garde contre le risque de "tensions sociales accrues au sein de la société".

Le Mouvement social (Sotsialnyi Rukh) estime que le président ne devrait pas signer un tel projet de loi, car il réduit notre droit au repos et entraînera des souffrances encore plus grandes pour les travailleurs.





Certains changements douloureux sont liés à la loi martiale :

- La liste des secteurs où les employeurs seront autorisés à refuser d'accorder presque TOUS les types de congés s'allonge.
- Les employeurs pourront remplacer les congés payés (s'ils sont accordés au-delà de la durée du congé annuel) par des congés non payés.
- La plupart des changements nuiront aux intérêts de la population active à long terme.
- Saper le dialogue social. Les modifications apportées à l'article 67 du code du travail permettent aux employeurs de reporter les jours de congé par le biais de contrats de travail individuels ou sur leur propre ordre. La charge du paiement des congés pour formation syndicale est transférée de l'employeur au syndicat (article 252 du code du travail). Ces innovations affaibliront le rôle et les garanties des syndicats.
- Des vacances gâchées. La modification de l'article 84 du code du travail porte la durée du congé sans solde à 30 jours par accord des parties. Dans le même temps, la période de ce congé ne sera plus prise en compte dans l'ancienneté pour les congés payés. Le congé annuel payé peut être fractionné par l'employeur si nécessaire. La garantie du congé payé pour la préparation des athlètes aux compétitions est supprimée, ce qui limite les possibilités de libre développement personnel.
- Un coup contre les défenseurs. Il convient de noter les changements intervenus dans le maintien du salaire moyen des enseignants pendant la période du service militaire. Désormais, les éducateurs seront privés de leur salaire pendant la durée de leur service militaire (comme c'était le cas auparavant pour d'autres catégories d'employés).

L'adoption de ce document reflète la volonté du capital de faire définitivement des salariés un moyen de faire du profit. Cela va à l'encontre de l'objectif du droit du travail, qui est de protéger les personnes contre l'exploitation. En contrepartie, les employeurs réaliseront d'importantes économies.

L'accroissement spectaculaire des inégalités menace la cohésion sociale pendant la guerre et la reconstruction qui suivra.

---

## **Lutte des travailleurs en Ukraine**

---

### **Les travailleurs de la santé obtiennent le paiement de leurs arriérés**

*Source. Sois comme Nina*

(27 décembre 2023) Le personnel médical de l'hôpital central du district d'Oleksandriia est confronté à des arriérés de salaire depuis septembre 2023. En raison d'un financement insuffisant de la part du Service national de santé ukrainien, leur établissement médical a été liquidé et le personnel transféré dans un autre hôpital (l'hôpital central d'Oleksandriia du conseil municipal).

Cependant, le problème de la dette salariale n'a pas été résolu. Le personnel infirmier a donc décidé de se battre pour ses salaires. Elles ont fait appel à l'ancien directeur, au Service national du travail d'Ukraine, qui a procédé à une inspection, et au maire, qui a promis d'examiner la question de l'allocation de fonds supplémentaires lors de la réunion du conseil municipal.

"Un mois et demi de lutte pour notre argent durement gagné n'a pas été vain. Notre direction n'a pas réagi, mais grâce aux autorités municipales, le 22 décembre, nous avons reçu l'intégralité de nos deux mois de salaire ainsi qu'une indemnité pour les congés non pris", a déclaré Svetlana Degtyarenko, l'une des infirmières.

Vitaliy Dudin, avocat du mouvement médical Sois comme Nina et militant du Mouvement social, a apporté un soutien juridique aux médecins dans la rédaction de leurs demandes.

"Au nom du personnel de l'hôpital central du district d'Oleksandriya, nous tenons à remercier Vitaliy Dudin et l'équipe du Mouvement social pour leurs conseils, leur soutien et leur assistance gratuite ! Dans une période aussi difficile pour notre pays, cette aide est inestimable.

"Si quelqu'un se trouve dans une situation similaire, n'attendez pas, ne restez pas silencieux, demandez de l'aide. Comme le montre notre expérience, vous n'arriverez à rien tout seul. Dans une telle situation, vous avez besoin de l'aide de vrais professionnels", a déclaré Svitlana.

Elle a également remercié le mouvement médical Sois comme Nina pour l'attention constante qu'il porte aux droits du personnel médical.

Le mouvement Sois comme Nina joue un rôle important dans la mise en lumière des problèmes du secteur médical. C'est le seul mouvement en Ukraine qui se bat réellement pour les droits des travailleurs de la santé", a déclaré l'infirmière.

---

### **Augmentation des salaires dans l'industrie minière**

*Source : Syndicat indépendant des mineurs d'Ukraine (NGPU), Confédération des syndicats libres d'Ukraine (KVPU)*

(11 décembre 2023) Le 8 décembre, une réunion du conseil des responsables du syndicat indépendant des mineurs d'Ukraine a eu lieu dans le Donbass occidental. La réunion a de nouveau soulevé la question de l'augmentation des salaires des employés des mines et des filiales de [DTEK](#)

[Pavlogradugol](#), qui a été à l'ordre du jour des réunions des dirigeants syndicaux tout au long de l'année.

Le syndicat a fait appel à plusieurs reprises à l'administration, en lui soumettant des propositions pertinentes. À la suite des négociations entre le syndicat et la direction, le directeur général de [DTEK Pavlohradvuhillya](#), Sergey Voronin, a donné l'ordre, au cours du premier trimestre de cette



année, d'introduire une nouvelle méthodologie de primes et de réduire l'intensité du travail dans les opérations minières, qui tient compte de tous les processus et du nombre d'équipes, de l'intensité du travail et des conditions géologiques et techniques de l'exploitation minière.

L'administration a également pris en compte un certain nombre de modifications du règlement des primes

visant à élargir la liste des emplois soumis au système de rémunération proportionnelle et à augmenter les coefficients de prime en cas de dépassement des objectifs. Ces décisions ont permis d'augmenter les salaires des opérateurs de tunneliers jusqu'à 15 % à partir du premier trimestre 2023.

Grâce au travail constant du syndicat NPGU, les coefficients de prime pour les travailleurs souterrains des sections auxiliaires seront augmentés de 20 à 40 % à partir du 1<sup>er</sup> avril 2023.

L'administration a introduit une augmentation différenciée des revenus par profession en introduisant des augmentations supplémentaires pour les catégories de salariés les moins bien rémunérés à partir du 1<sup>er</sup> septembre 2023. Elles varient de 5 % à 40 %, en fonction de l'importance du salaire. Cela a permis d'augmenter le revenu de près de 5 000 employés de 17 % en moyenne.

Cependant, l'administration n'a pas entièrement mis en œuvre les propositions de l'association syndicale du Donbass occidental, de sorte que, même en tenant compte des décisions prises en 2023, l'augmentation réelle des salaires des employés est insuffisante.

Il a été décidé à l'unanimité d'envoyer à l'administration de DTEK Pavlohradvuhillya une proposition visant à convoquer un groupe de travail chargé d'examiner les questions de rémunération et d'augmenter les taux de salaire de tous les employés des unités de production et des succursales d'au moins 30 % en janvier 2024, en collaboration avec les syndicats.



---

## "Nous défendrons nos filles, que cela vous plaise ou non"

*Déclaration publique d'Oksana Slobodiana, présidente de Sois comme Nina*

*(30 novembre 2023) "Je voudrais demander aux directeurs des hôpitaux de la région de Lviv de faire preuve de compréhension.*

"Mais il faut bien comprendre que l'heure est au changement, au grand changement. Notre syndicat régional des travailleurs du secteur médical et des soins de santé à Lviv n'est pas un syndicat docile, comme vous en avez l'habitude.

"Nous défendrons nos filles, que cela vous plaise ou non. Oui, nous sommes des infirmières et des travailleurs de la santé et nous représentons une part importante du travail, nous avons des responsabilités et nous avons des droits !



*(Photo : Oksana Slobodiana s'adresse à UNI Global Union après que Sois comme Nina a remporté le prix Freedom From Fear lors du congrès mondial d'août 2023 de l'organisation.)*

Je l'ai expliqué à maintes reprises : réduction des salaires au salaire minimum, non-paiement des prestations de santé, non-paiement des salaires aux personnes "désobéissantes", pressions exercées sur les personnes par les cadres intermédiaires, transfert des infirmières à des salaires inférieurs "à leur propre demande", charge de travail excessive des infirmières, etc.

"Cela passera par les tribunaux et sera rendu public, mais que pouvons-nous faire d'autre - le temps du changement est venu.

---

*Voir l'interview d'Oksana Slobodiana dans [cette vidéo du magazine Commons](#), sous-titrée en anglais, français, allemand et espagnol.*

*Voir la brochure [Infirmières et personnel de santé ukrainiens en temps de guerre](#)*

---



---

## Luttes communautaires en Ukraine

---

### Loutsk : auditions publiques sur le budget municipal

Source : Patrick Le Tréhondat

(19 décembre 2023) Après les rassemblements de citoyens de la ville contestant les choix faits pour le budget municipal, une consultation publique s'est tenue le 18 décembre au centre régional de Volyn concernant le budget de la communauté de Loutsk pour l'année prochaine. Avant le début de l'audience, à 14h30, des habitants de Loutsk ont commencé à se rassembler près du conseil municipal avec des pancartes de soutien à l'armée, et les militaires se sont également joints à eux pour exprimer leur position. "Un financement clair de la part du conseil municipal est nécessaire, nous avons besoin de moyens pour lutter contre les occupants. Nous attendons des solutions simples



et adéquates de la part du conseil municipal", a déclaré Serhiy Polishchuk, un soldat.

Yulia Tsekhoosh, participante aux auditions, ajoute : les fonds alloués par la ville pour soutenir l'armée ne sont pas suffisants, il faut donc en tenir compte lors de l'élaboration du budget pour 2024. Au total, la discussion sur le projet de

budget de la commune de Loutsk a duré deux heures et demie. En conséquence, les propositions exprimées dans la salle ont été incluses dans le protocole et seront prises en compte lors de l'adoption du budget lors de la réunion du conseil municipal du mercredi 20 décembre, rapporte Iryna Chebelyuk.

Photo : La réunion de Loutsk

---

### Encore une fois, sur les abris et un débat public sur le budget à Tcherkassy

Source : Patrick Le Tréhondat

(17 décembre) A Mykolaïv, le 16 décembre, la police a ouvert une enquête sur le fait que les citoyens n'ont pas été autorisés à se mettre à l'abri lors d'une alerte aérienne. Lors d'un événement de masse à Mykolaïv, une alerte aérienne a été annoncée. Les participants à l'événement se sont vus refuser l'accès à un abri de protection civile. La police a ouvert une enquête pour déterminer si des citoyens ont été mis en danger lors d'un raid aérien à Mykolaïv.



Le 16 décembre, dans l'un des centres commerciaux de Tcherkassy les habitants ont organisé un débat public sur le budget de la ville pour 2024. Des représentants du conseil municipal étaient également invités à l'événement.

La communauté enverra les propositions élaborées à la suite de la réunion au conseil

municipal, rapporte Viktoriya Feofilova.

Les militants ont expliqué en quoi consistait le budget de la ville. Parmi les principales demandes des activistes, qui ont été formulées sur la base des résultats de la discussion :

- Poursuite des programmes municipaux de soutien aux forces armées
- Revoir la question de l'allocation des fonds pour les repas des enfants : afin que les fonds destinés à ceux-ci soient orientés vers les demandes des familles
- Suppression de l'article relatif à la promotion de la ville dans le budget. Il s'agit notamment des panneaux d'affichage
- Répertoire les achats et les effectuer aux prix du marché
- Reprendre les travaux du groupe de travail sur l'optimisation de la structure et examiner la question du niveau de rémunération et des primes des employés municipaux
- Les fonds provenant du fonds de réserve doivent être utilisés pour financer les forces de défense.

En outre, l'une des exigences était de retirer tous les fonds destinés aux réparations routières en cours et de ne les laisser que pour les réparations d'urgence et les nids-de-poule.

*Photo : La réunion de Tcherkassy pour débattre du budget de la ville*

## Tcherkassy : un débat public sur le budget de la ville

*Source : Patrick Le Tréhondat*

(16 décembre) A Tcherkassy, ce 16 décembre, les habitants de la ville se sont rassemblés comme chaque samedi sur la place près du conseil municipal pour la campagne "De l'argent pour les forces armées". Une cinquantaine de personnes étaient





présentes. "Nous avons reçu la visite du maire la dernière fois. Car, à mon avis, c'était un rassemblement record en termes de nombre de personnes. Mais aujourd'hui, c'est moins, mais on a prévu des débats publics dans une heure." À la fin du dernier rassemblement, le même soir, le maire a publiquement insulté les manifestants. Une pétition contre le maire a recueilli plus de 2000 signatures. Artem Kivak, l'un des initiateurs de l'action, a déclaré que le groupe d'initiative insiste pour que 10 à 25 % des fonds soient alloués aux besoins des forces armées. Ivan Podolyan, également membre du groupe d'initiative, a souligné que "les habitants de Tcherkassy ne s'intéressent pas au montant inscrit au budget, mais à la manière dont ce budget est ensuite dépensé. Nous ne nous calmerons pas et ne resterons pas silencieux parce que nous observons leur travail".

Après le rassemblement, les militants ont prévu un débat public sur le budget de la ville pour 2024, sous le couvert de l'un des centres commerciaux.

*Photo : le débat sur le budget de Tcherkassy dans le centre-ville*

---

## Tcherkassy veut contrôler le budget municipal

*Source : Patrick Le Trhondat*

(8 décembre 2023) Le maire de Tcherkassy, Anatoly Bondarenko, invite les habitants de Tcherkassy à participer à la discussion en ligne sur le projet de budget de la collectivité territoriale de la ville de Tcherkassy pour 2024.



"J'invite le public de la ville de Tcherkassy à participer à la discussion en ligne sur le projet de budget de la collectivité territoriale de la ville de Tcherkassy pour 2024, qui aura lieu le 17 décembre 2023 à 12 heures", a écrit Anatoly Bondarenko. Le projet de budget est mis en ligne sur le site du conseil municipal.

Rappelons que les militants qui se réunissent tous les samedis ont demandé à ce que le projet de budget soit rendu public. La communauté veut contrôler les sommes allouées par les conseillers municipaux et, en particulier, combien est considéré comme alloué au soutien des capacités de défense du pays et des forces armées et que les habitants puissent exprimer leur opinion et qu'elle soit prise en compte par les conseillers.



---

## Rivne : victoire des écologistes

*Source : Patrick Le Tréhondat*

(9 décembre 2023) Le conseil municipal de Rivne a reporté à une date ultérieure la question de la cession d'un terrain avec des arbres et une fontaine, qu'il est prévu de vendre à la société Rivne Electroautotrans. Cette

société prévoit "la construction et l'exploitation de bâtiments et d'installations de transport électrique



urbain". L'organisation environnementale Ecoclub a estimé qu'il était inacceptable de construire à cet endroit, considéré comme une zone verte. Avant la séance du 8 décembre, ses membres se sont rassemblés devant la mairie avec des affiches et ont exprimé leur désaccord avec l'éventuelle décision du conseil de Rivne de céder le parc à la société privée.

Photo : manifestation avant la session du conseil municipal de Rivne du 8 décembre

## Dnipro : les manifestants sont interdits d'accès au conseil municipal

Source : Patrick Le Tréhondat



(7 décembre 2023) Les habitants de Dnipro, y compris des parents de militaires, ont manifesté le 6 décembre devant le conseil municipal, réclamant plus d'argent du budget de la ville pour soutenir l'armée. La garde municipale ne les a pas autorisés à assister à la session du conseil municipal au cours de laquelle le budget de la ville pour 2024 a été approuvé. Selon le maire, "un régime d'accès spécial pendant la période de la loi martiale" est en vigueur. En particulier, les laissez-passer à usage unique pour les bâtiments, qui pouvaient être utilisés par les visiteurs, ont été annulés.

Photo : Manifestation du 6 décembre à Dnipro

## Marioupol occupée : les habitants organisent un rassemblement



Dans la ville occupée de Marioupol, les habitants d'un bâtiment démolé se sont rendus à un rassemblement où ils ont exigé qu'on leur fournisse un logement. "La maison était située au 82 de la rue Nakhimova. Le bâtiment a été démolé grâce à un pot-de-vin. Des logements hypothécaires y seront construits", a déclaré M. Andryushchenko.

---

## Marioupol se noie dans les ordures

Source : Patrick Le Tréhondat

(13 décembre 2023) Les habitants de Marioupol sous occupation se plaignent que le pseudo-gouvernement ne nettoie pas les cours et les rues de la ville. Il y a de plus en plus de décharges dans différentes zones. Personne ne les nettoie. Une telle accumulation d'ordures est notamment apparue au 83/23 de la rue Pylypa Orlyk. Selon les habitants, la décharge s'agrandit de jour en jour. Les camions à ordures ne viennent pas non plus. Dans le même temps, les constructeurs russes installent des "toilettes" directement dans les cours. Les déchets y sont également déposés. Les habitants du complexe résidentiel situé aux numéros 195, 197 et 205 de l'avenue Metalurgiv se plaignent de cette situation. Les occupants ne nettoient pas la ville. Marioupol devient une ville de désordre et de déchets.



---

## Lutte des étudiants en Ukraine

---

### Les universités de Kyiv ignorent l'hiver

Source : Priama Diia (Action directe)

( 2 décembre 2023) La seconde moitié du mois de novembre dans la capitale a été marquée par des gelées et des chutes de neige. En conséquence, les bâtiments et les dortoirs de Kyiv avaient besoin d'un chauffage efficace pour maintenir des conditions d'apprentissage et de vie adéquates, mais la direction de certaines universités est restée ferme dans son désir d'économiser de l'argent sur les étudiants en refusant d'allumer le chauffage.

Les problèmes de chauffage ont été l'une des questions soulevées lors de la manifestation à l'université de Kyiv-Mohyla. En effet, seuls six des douze étages du bâtiment étaient chauffés, et les étudiants, y compris ceux des spécialités qui avaient besoin de salles de classe spéciales, devaient souvent se geler pendant les cours. Dans le même temps, la direction a fait part de son intention de transférer le format de formation dans une université totalement hors ligne, sans abri adéquat. Les étudiants signalent également qu'il n'y a pas de chauffage dans le dortoir d'une université "d'élite".

Auparavant, les étudiants de l'Académie nationale des sciences d'Ukraine avaient exprimé leur mécontentement quant à la situation du chauffage. Leurs demandes de chauffage des bâtiments n'ont été que partiellement satisfaites, ce que la nouvelle direction explique par les dettes laissées par l'administration de [Loutsk](#) et l'accident de [l'agence de chauffage communautaire de Kyiv] Kyivteploenergo.



Les étudiants des universités artistiques sont également confrontés au manque de chauffage : les dortoirs de l'université nationale de Kyiv I. K. Karpenko-Karyi de théâtre, de cinéma et de télévision et de l'académie nationale des arts visuels et de l'architecture (NAOMA, photo), ainsi que les dortoirs de Lukianivka (banlieue de Kyiv) restent froids, car la chaufferie qui chauffait les bâtiments est hors service depuis le début de l'invasion à grande échelle. Cette année, le chauffage n'a été que partiellement rétabli : après que les étudiants du NAOMA ont organisé un piquet de grève.

Le problème du manque de chauffage dans les universités et les dortoirs de Kyiv devient systémique et nécessite donc une action organisée de la part des étudiants. Il est évident que des conditions extrêmement défavorables s'y opposent : la période du semestre universitaire, l'ignorance active du problème par l'administration et les autorités, et parfois le risque de mesures répressives à l'encontre des étudiants actifs.

C'est pourquoi la solidarité et la lutte unie pour de meilleures conditions d'études et de vie sont nécessaires, ce que Action directe et d'autres étudiants concernés tentent de promouvoir autant que possible, et ce à quoi nous appelons tous ceux qui refusent de tolérer les violations de leurs droits et de leurs intérêts.

**CHAUFFAGE DANS TOUTES LES SALLES DE CLASSE !**



---

## **Autres actualités sur le travail en Ukraine**

---

### **Nouveau code du travail ?**

*Source : Vitaliy Dudin (Canal Telegram de Vitaliy Dudin)*

(27 décembre 2023) Le gouvernement réécrit une nouvelle fois le droit du travail, ce qui risque de restreindre les garanties des travailleurs. En pleine guerre, cela risque d'accroître les tensions sociales déjà très fortes.

Le code du travail, en vigueur depuis plus de 52 ans, même s'il reste à harmoniser avec les normes européennes, régit encore strictement le temps de travail, la question des salaires et la procédure de licenciement. Un projet de code du travail ukrainien est en cours de préparation pour le remplacer. C'est ce qu'a indiqué le ministère de l'économie à ma demande.

Le 28 septembre 2023, un groupe de travail a été formé pour préparer des propositions pour le projet, dirigé par le ministre Yu. Svyrydenko et l'odieuse députée H. Tretyakova [néolibérale extrême].

Toutefois, compte tenu du principe de tripartisme, elle devait être menée par des représentants de l'État, des employeurs et des syndicats. Il est alarmant de constater que les auteurs s'inspirent de la législation du travail critiquée par les chercheurs en sciences sociales et les syndicats.

Le groupe de travail a tenu six réunions, mais pour une raison quelconque, les sites web du gouvernement indiquent que le projet est déjà prêt. Il y a un autre aspect à cette triste nouvelle : les affiches de protestation contre le code civil ukrainien, vieilles de 15 ans, devront être utilisées à nouveau.

---

### **La menace des bâtiments bombardés contaminés par l'amiante**

*Source : Fédération syndicale d'Ukraine (FPU)*

(14 décembre 2023) Selon les estimations, 70 % des bâtiments en Ukraine contiennent de l'amiante. "Lorsqu'une bombe réduit un bâtiment entier en ruines, le béton est brisé en morceaux. Tout, des morceaux d'amiante aux vieux coussins de canapé, se retrouve mélangé", explique le professeur Matti Kuittinen, expert en architecture à l'université d'Aalto. (Finlande).

Les bombardements russes ont provoqué la libération de millions de tonnes d'amiante, créant des piles de débris contaminés, ce qui est très préoccupant car on estime que 70 % des bâtiments ukrainiens contiennent de l'amiante. Bien que les risques de contamination par l'amiante soient réduits lorsqu'ils sont scellés avec de la colle ou du ciment, ils augmentent considérablement une



fois libérés. Selon l'Organisation mondiale de la santé, l'amiante est un agent cancérigène grave qui peut également provoquer des maladies pulmonaires chroniques.

Alors que de plus en plus d'entreprises commencent à traiter des débris en Ukraine, l'amiante devient une menace croissante pour la santé de la population civile et un casse-tête pour les autorités. Ce n'est pas non plus le seul matériau contaminant : les produits chimiques libérés par les munitions

et les missiles pénètrent également dans l'air, le sol et l'eau dans toute l'Ukraine.

L'Ukraine est une "décharge" d'amiante vieille de dix ans. Parfois, presque littéralement. "Les pays européens ont exporté l'excès d'amiante lorsque celui-ci a été interdit", explique David Hodgkin, expert de la couverture de la catastrophe nucléaire de Tchernobyl. L'amiante était largement utilisé dans les matériaux de couverture, le ciment et les adhésifs. Bien que les efforts visant à éliminer progressivement l'amiante aient commencé en 2011, ils se sont heurtés à une forte opposition à l'époque. L'amiante a finalement été officiellement interdit en 2022.

Le niveau élevé des importations d'amiante en Ukraine est étroitement lié à l'influence russe, alors que cette substance a été interdite dans l'UE dès 2005. "La Russie et le Kazakhstan ont exporté d'énormes quantités [d'amiante] vers d'anciens États-nations soviétiques comme l'Ukraine, tout en menant de vastes campagnes de désinformation", a ajouté M. Hodgkin.

Est-il vraiment possible de retirer l'amiante et de recycler les déchets de construction ? En Europe, il existe une longue liste de matériaux nocifs et toxiques dont le recyclage est interdit, et l'amiante en fait partie. Mais l'amiante peut être extrait - avec plus ou moins de succès - et les matériaux qui l'entourent peuvent être traités.

"La production de ciment génère des niveaux très élevés d'émissions de CO<sub>2</sub>, il serait donc tout à fait approprié de réutiliser ce ciment avec des composants précieux sans amiante", déclare Yvonne Waterman, fondatrice et présidente de la Fondation du Forum européen de l'amiante.

---

## Les Russes détruisent l'industrie du charbon dans la région de Donetsk

Source : *Comité français du RESU*

(23 décembre 2023) Dans une partie du territoire temporairement occupé de l'oblast de Donetsk, les envahisseurs ferment les mines parce qu'elles ne sont pas rentables et ne paient pas les arriérés de salaire des mineurs. À l'heure actuelle, la dette totale envers les employés s'élève à plus de 200 millions de roubles. Rien qu'en 2023, 1 200 mineurs ont été licenciés, ce qui représente plus de 10 % de leur effectif total. La plupart des mines de la région occupée sont à l'arrêt.

À Marioupol, les habitants de la ville occupée se plaignent des factures de services publics qu'ils ont reçues. La plupart des habitants de Marioupol n'ont ni chauffage ni électricité, et pourtant ils reçoivent des factures. Qui plus est, ces factures concernent parfois des appartements détruits où



personne ne vit. C'est la situation dans laquelle se trouvent les propriétaires d'un immeuble de la rue Bohdan Khmelnytsky. Des factures d'électricité ont été envoyées à des appartements qui ont été complètement détruits et qui n'ont plus d'habitants.

Le district de Mariupol a commencé à émettre des ordres d'inscription au service militaire pour les élèves nés en 2007. Un document similaire a notamment été délivré au département de l'éducation d'une des administrations. À partir de janvier 2024, tous les jeunes nés en 2007 devront se rendre au bureau d'enregistrement et d'enrôlement militaire pour se faire enregistrer.

---

## **Adhésion à l'UE : une décision historique qui doit porter ses fruits pour les travailleurs**

*Source : Confédération européenne des syndicats (CES)*

(15 décembre 2023) La CES se félicite de l'ouverture des négociations d'adhésion avec l'Ukraine et la Moldavie. Les décisions d'accorder le statut de candidat à la Géorgie et d'ouvrir les négociations avec la Bosnie-Herzégovine une fois atteint le degré nécessaire de conformité aux critères d'adhésion sont également importantes.

Nous appelons les gouvernements à travailler en étroite collaboration avec les syndicats de ces pays afin que l'Ukraine et la Moldavie répondent aux exigences de l'adhésion et adhèrent pleinement à l'acquis social. La CES demande qu'un sommet des partenaires sociaux ait lieu avant le sommet UE-Ukraine de 2024.

Au cours des deux derniers mois, la CES a entrepris des missions de haut niveau en Ukraine et en Moldavie. Les centrales syndicales nationales de ces deux pays ont déjà été élues membres à part entière de la CES.

Esther Lynch, secrétaire générale de la CES, a déclaré : "Les progrès vers l'adhésion sont une excellente nouvelle. Nous sommes convaincus que l'Ukraine et la Moldavie peuvent réaliser les progrès nécessaires pour se conformer aux normes sociales de l'UE.

"Nous sommes tout à fait d'accord pour dire que le processus d'élargissement doit promouvoir les valeurs sur lesquelles l'Union est fondée. Le dialogue social et le respect du rôle des syndicats font partie intégrante de ces valeurs et constituent une caractéristique de l'économie sociale de marché que ces pays devront intégrer pleinement en vue de rejoindre l'UE et le marché unique. L'UE doit insister sur le respect total de ces valeurs et de l'acquis social de l'UE en tant que critères objectifs pour l'adhésion à l'UE.

"La CES continuera à soutenir ses affiliés en Ukraine et en Moldavie et veillera à ce qu'ils soient pleinement impliqués dans ce processus.

---

## **Interview : Collectifs de solidarité**

*Source : Sy.gma*

(4 décembre 2023) Voir [cette conversation avec Serhiy Movchan de Solidarity Collectives](#), un réseau international anti-autoritaire : sur l'action directe dans la guerre, les obstacles à la solidarité internationale et les perspectives pour le mouvement de gauche en Ukraine.

---

## Ukraine : une enquête sur les travailleurs domestiques met en évidence les dangers du statut informel

Source : Centre de solidarité

Carolyn Butler

(30 novembre 2023) Une nouvelle [enquête - la](#) première en Ukraine à évaluer les conditions de travail des travailleurs domestiques - a révélé que le fait de travailler sans contrat ni reconnaissance officielle a rendu la plupart des personnes interrogées victimes de bas salaires, de vols de salaires, de confusion quant à leur statut professionnel, d'exclusion du système de retraite du pays et d'une capacité minimale à exercer leur droit à la liberté d'association.

"Quel type de pension aurons-nous ? Dieu veuille qu'il y en ait une", a déclaré Kateryna (nom de famille non divulgué pour des raisons de confidentialité), qui a répondu à l'enquête.

Les résultats de l'enquête sur les [pièges de l'emploi informel des travailleurs domestiques](#) ont été présentés le mois dernier à un [rassemblement](#) en personne et virtuel de travailleurs domestiques, d'agences d'emploi et de représentants de syndicats nationaux. Les résultats de l'enquête ont été présentés aux participants, dont des représentants de la nouvelle organisation de travailleurs domestiques, [United Home Staff](#) (UHS), et Tetiana Tsyba, membre du Parlement ukrainien et chef du groupe de travail parlementaire sur la [proposition de](#) loi numéro [5695](#) relative aux travailleurs domestiques.

La plupart des personnes interrogées dans le cadre de l'enquête ont déclaré travailler sans bénéficier des protections juridiques et des prestations de retraite accordées aux travailleurs officiellement reconnus. Alors que certains étaient employés sous diverses formes de contrats - y compris des contrats d'agence de placement (5 %), des contrats de droit civil (12 %) ou des contrats de travail (22 %) - plus de 60 % ont déclaré qu'ils travaillaient sans conditions d'emploi formelles.

Parmi les autres [résultats](#), on peut citer

- Près de 60 % ont signalé un vol de salaire ou une rémunération insuffisante pour le travail effectué.
- Près de la moitié d'entre eux ont déclaré qu'ils ne recevaient pas d'augmentation de salaire pour les heures supplémentaires ou le travail de week-end ; un quart d'entre eux ont déclaré que leur employeur encourageait les heures supplémentaires sans les rémunérer davantage.
- Près de la moitié d'entre eux déclarent ne pas bénéficier de congés payés.
- 60 % ignorent l'existence de syndicats ou d'autres organisations susceptibles de représenter ou d'aider les travailleurs domestiques.
- La plupart d'entre eux (69 %) ont travaillé de manière informelle tout au long de leur carrière, ce qui les rend inéligibles au système de retraite ukrainien.

De nombreuses personnes déplacées à l'intérieur du pays qui ont perdu leur travail à cause de la guerre sont devenues des travailleurs domestiques, y compris celles qui étaient auparavant employées comme professeurs d'université ou instituteurs. Parmi les personnes interrogées, plus de 60 % de celles qui travaillent sans contrat ont déclaré que leurs salaires étaient inférieurs en temps de guerre.

L'enquête a été sponsorisée par l'organisation non gouvernementale ukrainienne de défense des droits des travailleurs Labor Initiatives ([LI](#)), afin de sensibiliser les travailleurs aux défis du secteur, de soutenir les efforts législatifs du pays pour formaliser le travail domestique et d'encourager les syndicats à syndiquer les travailleurs domestiques. Avec le soutien du Centre de solidarité, LI fournit une [assistance juridique et autre](#) aux travailleurs et aux syndicats ukrainiens.

---

## Kremenchuk : "Des salaires qui humilient"

Source : Pravda économique

(5 décembre 2023) Selon les données officielles du Service national de santé de l'Ukraine, le niveau des salaires des médecins ambulanciers de Kremenchuk est l'avant-dernier... du bas de l'échelle en Ukraine. Mais ni la direction régionale ni la direction de l'administration militaire régionale de Poltava ne le reconnaissent.

Depuis le mois de juin, les travailleurs médicaux sont en conflit avec la direction du centre médical d'urgence de la région de Poltava (EMD). Cet été, ils ont réclamé haut et fort l'égalisation des rémunérations avec les barèmes nationaux. Le personnel de Kremenchuk s'est renseigné et a constaté que leurs collègues de plusieurs régions étaient payés plus équitablement. L'administration militaire régionale de Poltava les aurait "entendus" et aurait créé une commission spéciale chargée d'examiner leurs plaintes.

Dès le début, les employés du service d'ambulance de Kremenchuk se sont montrés sceptiques quant aux travaux de la commission qui s'est réunie le 22 novembre dernier. Résultat : le nouveau chef de l'administration militaire régionale (OVA) de Poltava, Philip Pronin, vient de révéler à la presse les conclusions de la commission, affirmant que tout va bien pour les salaires dans la région.

---

## Cette camionnette fournit un service de première nécessité aux Ukrainiens. Serait-elle menacé ?

Source : openDemocracy

(23 novembre 2023) Le service postal mobile ukrainien brave les bombardements pour distribuer des colis et des pensions. Mais la privatisation pourrait se profiler

[Lire la suite \(en anglais\)](#)



---

## **Solidarité avec les travailleurs et les syndicats d'Ukraine**

---



### **Aide britannique aux combattants du fascisme russe**

*Source : KVPU*

*Photo : Membres de l'Union libre des travailleurs médicaux d'Ukraine dans un hôpital près de la ligne de front.*

(27 novembre 2023) Christopher Ford, un ami de la Confédération des syndicats libres d'Ukraine (KVPU), nous a informés d'un autre envoi d'aide au Syndicat libre des travailleurs médicaux d'Ukraine, qui est déjà en route.

L'organisation de Christopher Ford, la campagne de solidarité avec l'Ukraine (USC), l'un des leaders de la campagne de solidarité internationale avec l'Ukraine, basée en Grande-Bretagne, a collecté et livré des fournitures médicales et d'autres matériels nécessaires dès les premiers jours de l'invasion russe à grande échelle de notre pays : selon les termes de Christopher Ford lui-même, "pour aider tous ceux qui sont en première ligne contre le fascisme russe".

Cette fois, le syndicat britannique de la fonction publique PCS a également participé à la préparation de la cargaison, qui est déjà en route pour l'Ukraine.



Gratitude envers nos collègues syndicalistes de Grande-Bretagne, initiateurs et activistes de la campagne de solidarité avec l'Ukraine, pour leur soutien fiable et amical et l'appui systématique de nos frères et sœurs civils et militaires.

C'est ensemble que nous approchons de la victoire !

---

## Réunion de la Fédération internationale des journalistes à Kyiv : Les syndicats doivent façonner l'avenir du journalisme numérique



*Les syndicats doivent façonner l'avenir du journalisme numérique", tel est le message qui ressort d'un atelier de deux jours réunissant des dirigeants syndicaux et des activistes des médias numériques qui s'est tenu à Kyiv les 22 et 23 octobre 2023.*

Les recherches menées par les syndicats ont révélé l'existence d'un Far West numérique pour les médias en ligne, combinant le meilleur du journalisme avec les trolls populistes et les maîtres de la propagande sombre dans une scène

médiatique non réglementée qui dépeint un avenir dystopique effrayant pour le journalisme, à moins qu'une action urgente ne soit entreprise.

Avec l'effondrement financier des médias grand public, ceux qui survivent ne tiennent qu'à un fil ou sont soutenus par des intérêts étatiques et politiques qui utilisent les médias pour poursuivre leurs propres objectifs politiques ou commerciaux. Le journalisme de qualité migre en ligne, où il est plus libre, mais aussi confronté à des organes de propagande agressifs.

Alors que les syndicats ont de plus en plus de possibilités de recruter des journalistes numériques à mesure que les emplois se déplacent en ligne, la plupart des points de vente sont petits, financièrement faibles, souvent non enregistrés, proposent rarement des contrats et offrent des salaires minimes.

Les syndicats ont beaucoup à faire pour aider à intégrer ces travailleurs des médias dans la profession, améliorer leurs conditions et mettre de l'ordre dans le secteur afin de permettre à un journalisme de qualité de prospérer.

Les médias numériques attirent inévitablement de jeunes travailleurs nés avec une culture numérique, mais peu sensibilisés aux bases du journalisme. Quant aux journalistes en milieu de



carrière, ils craignent que la révolution technique ne les prive de leur emploi s'ils ne parviennent pas à s'adapter rapidement.

Ce n'est pas le moment pour les syndicats de s'asseoir et d'ignorer l'avenir, ils doivent au contraire contribuer à le façonner.

- Ils doivent d'abord recruter de jeunes travailleurs du numérique s'ils veulent comprendre le secteur, le construire et le façonner.
- Il faut développer de nouveaux services, fixer des conditions de travail minimales dans les médias numériques et renforcer les réseaux de soutien.
- Des programmes de formation doivent être mis en place pour fournir aux journalistes en milieu de carrière les nouvelles techniques disponibles pour le journalisme, telles que la narration numérique, le journalisme de données et l'optimisation des moteurs de recherche, et pour former les jeunes travailleurs des médias aux bases du journalisme.
- Les syndicats doivent agir de manière jeune et numérique pour être pertinents et attrayants pour les journalistes.
- Ils doivent notamment continuer à être la voix des journalistes pour agir contre l'intimidation, la violence et l'oppression, que ce soit hors ligne ou en ligne.

L'atelier a rassemblé des affiliés de la FIJ de Biélorussie, Macédoine, Monténégro, Serbie, Turquie et Ukraine. Il a été soutenu par la Friedrich Ebert Stiftung et Union To Union dans le cadre de la campagne mondiale d'organisation des médias numériques de la FIJ.

Elle a été organisée conjointement par l'Union nationale des journalistes d'Ukraine et le Syndicat des médias indépendants d'Ukraine.

*Pour plus d'informations, veuillez contacter la FIJ au +32 2 235 22 16*

---

---

## Autres nouvelles sur la solidarité avec l'Ukraine

---

---

### Débat du parlement écossais sur l'Holodomor en tant que génocide

Le débat complet est disponible à l'adresse suivante :

<https://www.scottishparliament.tv/meeting/members-business-s6m-11228-colin-beattie-holodomor-memorial-day-2023-november-21-2023>

---

### Campagne hivernale de crowdfunding- Linke Ukraine-Solidarität Berlin

Nous soutenons un projet de nos alliés de Sotsialnyi Rukh avec un crowdfunding hivernal. Ils



collectent des fonds pour acheter un drone Mavic3T pour les membres du 23e bataillon de la région de Bakhmut.

La situation de nombreux défenseurs est très difficile après presque deux ans d'invasion, d'affaiblissement de l'aide des pays occidentaux et de l'hiver et notre solidarité est plus importante que jamais !

Sotsialnyi Rukh (Mouvement social) soutient les luttes des travailleurs dans de nombreux secteurs et dans la riposte syndicale devant les tribunaux et est un

proche allié du mouvement social populaire [#BeLikeNina](#).

Continuez à soutenir le peuple ukrainien dans cette lutte ! Partagez et diffusez cet appel dans vos réseaux et groupes ! Chaque montant, chaque don est utile !

Faire un don maintenant : [Paypal](https://www.paypal.com/RighttoResistFunding) : [paypal.me/RighttoResistFunding](https://www.paypal.com/RighttoResistFunding)

<https://righttoresistua.de/#winter>

Si vous souhaitez effectuer un virement bancaire, veuillez envoyer un courriel à [FundingR2R@gmx.de](mailto:FundingR2R@gmx.de).

---

---

### Collecte de fonds pour les enfants de Kramatorsk

Source : *Comite Ukraine-Suisse*

En cette fin d'année, le Comité vaudois pour l'Ukraine (Suisse) lance une campagne de collecte de fonds pour un projet de l'ONG Base UA (*ТО БАЗА UA*), qui travaille avec des jeunes dans la région de Donetsk, près de la ligne de front.

L'organisation Base UA organise des activités avec des enfants et des adolescents depuis avril 2023. Elle organise notamment des ateliers de peinture, de dessin et de sculpture dans différentes villes et villages. L'objectif de ces activités est de donner aux jeunes de la région du temps libre pour penser à autre chose qu'à la guerre qui se déroule sous leurs yeux et envahit leur vie depuis près de deux ans.



Depuis septembre 2023, l'équipe culturelle de Base UA met en place un centre culturel dans la ville de Kramatorsk. L'objectif est de construire un espace à la fois ouvert et sécurisé. Afin d'équiper ce centre culturel, l'ONG Base UA a besoin de matériel pour aménager un espace dans lequel elle pourra animer des ateliers et donner des cours. Pour aider Base UA à y parvenir, nous lançons une campagne de collecte de fonds pour lui permettre d'acheter une partie du matériel nécessaire (notamment des matelas, des ordinateurs portables, des casques, un projecteur et un écran, des haut-parleurs, un four à poterie, des radiateurs électriques, une perceuse

et un tournevis électriques, un appareil photo, du papier aquarelle et pastel, du linoléum pour les linogravures, etc.)

Vous pouvez soutenir ce projet en faisant un don sur la page de collecte de fonds de Wemakeit : <https://wemakeit.com/projects/centre-d-accueil-en-ukraine>

---

## Pourquoi les écologistes devraient soutenir le peuple ukrainien

*Source : Campagne de solidarité avec l'Ukraine en Ecosse - tract pour le rassemblement du 9 décembre à l'occasion de la COP 28, Edimbourg*

### La paix

Un large mouvement, œuvrant pour une société non-violente, peut-il néanmoins soutenir le droit des victimes d'une attaque militaire à se défendre par des moyens militaires et, ce faisant, à s'approvisionner en armes auprès de quiconque les leur fournira ? Nous soutenons que, aussi difficile et douloureux que cela puisse être, il devrait effectivement le faire si tel est le choix des victimes de l'agression elles-mêmes. L'invasion de l'Ukraine par la Russie en 2022 est l'un des exemples les plus clairs, depuis la Seconde Guerre mondiale, de violence impérialiste fondée sur des mensonges et une idéologie génocidaire de russification forcée. Ni l'expansion provocatrice de l'OTAN, ni les affrontements occasionnels à petite échelle dans l'est de l'Ukraine ne peuvent justifier l'invasion. Le peuple ukrainien et son gouvernement librement élu auraient pu décider que

le coût humain de la résistance armée était trop élevé pour être supporté, et se rendre aux envahisseurs. Ils ont choisi d'agir autrement et, tant qu'ils continueront à le faire, ils méritent d'être soutenus dans ce choix. S'ils s'étaient rendus, la culture ukrainienne aurait été écrasée, des dizaines de milliers de personnes auraient été assassinées, des millions auraient été déportées dans des régions éloignées de la Fédération de Russie et remplacées par des colons russes. Il n'y a aucune raison de croire que cela aurait mis fin aux ambitions impériales de Poutine, pas plus que l'annexion effective de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud de la Géorgie en 2008, ou la prise de contrôle de la Crimée en 2014 et l'érection des républiques fantoches dans l'est de l'Ukraine que Poutine a maintenant annexées ; en aucun cas la reddition, à l'époque ou aujourd'hui, ne ferait avancer la cause d'un monde non violent.

### **Démocratie et justice sociale**

La Russie, malgré la façade d'élections multipartites contestées et de débats parlementaires, est en fait une dictature unipersonnelle ; il n'y a aucune possibilité réelle que Vladimir Poutine puisse être chassé pacifiquement du pouvoir, et les partis "d'opposition" ne sont autorisés à exister et à faire campagne que dans la mesure où il le décide. Depuis qu'il est au pouvoir, Vladimir Poutine a de plus en plus adopté une idéologie d'extrême droite, ouvertement hostile au féminisme et aux droits des LGBTQ+, alliée à la hiérarchie réactionnaire de l'Église orthodoxe russe, et visant à rétablir le statut de la Russie en tant que "superpuissance". La guerre contre l'Ukraine a elle-même réduit à néant la majeure partie de l'espace de dissidence qui subsistait - ce qui reste, à l'exception des exilés, est constitué d'individus et de factions encore plus autoritaires et chauvins que Poutine lui-même. La minorité qui s'oppose réellement à la guerre mérite bien sûr d'être soutenue, mais il n'y a pas de réelle perspective de changement sans une défaite préalable du projet impérialiste de Poutine.

En revanche, et malgré certains aspects inquiétants de sa culture politique, l'Ukraine est une démocratie qui fonctionne, dans laquelle les gouvernements perdent régulièrement les élections, et où un large éventail de partis politiques, de syndicats et d'organisations de la société civile opère librement, et peuvent être soutenus financièrement et politiquement par les Verts et d'autres progressistes en dehors de l'Ukraine. Bien que les femmes et les personnes LGBTQ souffrent de désavantages juridiques et sociaux, la direction du changement est indubitablement progressive ; par exemple, en décembre 2022, le Parlement ukrainien a adopté à l'unanimité une loi interdisant les discours de haine et la discrimination à l'encontre des personnes LGBT dans les médias de masse. Toutes ces libertés, et cette orientation du changement, seraient anéanties en cas de victoire russe.

### **Durabilité**

Il ne fait aucun doute que la guerre est toujours destructrice, tant sur le plan environnemental que sur le plan humain, et l'invasion russe de l'Ukraine l'a été tout particulièrement. Le dommage direct le plus important a été causé par la destruction du barrage de Kakhovka par les Russes en juin 2023, dans le but d'empêcher une contre-offensive ukrainienne sur le fleuve Dnipro. Outre la mort, les blessures et le déplacement de personnes, cette destruction a entraîné la mort d'un grand nombre de poissons et d'autres organismes d'eau douce, l'inondation de forêts, la dévastation de zones humides et la propagation de contaminants dangereux, notamment des métaux lourds, des produits chimiques industriels et des bactéries dangereuses, à la fois sur les terres entourant le Dnipro et dans la mer Noire. De vastes zones de l'Ukraine ont été lourdement minées ou polluées par l'explosion d'un grand nombre d'armes ; la sécurité de la centrale nucléaire de Zaporizhzhia et d'autres centrales nucléaires a été menacée, bien qu'une catastrophe nucléaire ait été évitée jusqu'à présent par un consentement mutuel tacite. Les effets plus larges comprennent l'arrêt des collaborations



scientifiques internationales en Sibérie et dans l'Arctique, l'augmentation des dépenses militaires et des effets paradoxaux sur la politique énergétique, en particulier dans l'UE, où les pays s'efforcent de mettre fin à la dépendance à l'égard des combustibles fossiles russes en accélérant le développement des énergies renouvelables et en utilisant davantage le charbon et le GNL (gaz naturel liquéfié) importé.

La responsabilité de tous les dommages causés à l'environnement régional et aux perspectives mondiales de durabilité incombe en grande partie à Poutine et à son entourage. Mais pourrait-on limiter ces dégâts en contraignant l'Ukraine à accepter de céder des territoires, permettant ainsi aux agresseurs de tirer profit de l'invasion, même si la Russie était disposée à conclure un accord ? C'est extrêmement improbable. Aucune des deux parties ne considérerait un tel accord comme la fin de la confrontation entre elles tant que la Russie sera dirigée par Poutine ou un successeur à l'idéologie similaire ; toutes deux continueraient à donner la priorité à la préparation militaire, ce qui limiterait ce qui pourrait être fait pour réparer les dommages environnementaux immédiats. Cela n'inverserait pas non plus l'expansion de l'OTAN pour inclure la Finlande, la Suède et potentiellement d'autres pays, ni l'augmentation des dépenses militaires des États de l'OTAN. Une telle fin de la guerre encouragerait également l'aventurisme militaire d'autres puissances qui ont des différends avec des voisins vulnérables et qui perçoivent qu'elles ont été récompensées.

Pour s'attaquer aux plus grands problèmes environnementaux auxquels le monde est confronté, tels que le dérèglement climatique et l'effondrement de la biodiversité, il faut négocier des accords internationaux à la fois vastes et profonds. D'aucuns ont fait valoir que la participation d'un État de la taille, de l'importance économique et de la biodiversité, ainsi que des émissions de gaz à effet de serre de la Russie, était essentielle. Pourtant, cet État a violé de manière flagrante le mémorandum de Budapest de 1994, en vertu duquel l'Ukraine a renoncé à ses armes nucléaires en échange de garanties concernant son indépendance, sa souveraineté et ses frontières de 1991, ainsi que le traité d'amitié Russie-Ukraine de 1997, qui a réitéré ces garanties. La signature par la Russie de tout accord en faveur de la durabilité mondiale aurait-elle un sens tant qu'elle est dominée par une idéologie d'extrême droite, expansionniste et à somme nulle ? L'élite russe, bien qu'elle ne se préoccupe que du bout des lèvres des questions climatiques, est fortement dépendante des exportations de combustibles fossiles et voit un avantage géopolitique considérable dans la fonte de la banquise arctique. De plus, Moscou sous Poutine est en fait le centre de l'extrême droite mondiale, avec ses liens étroits avec le négationnisme climatique. Cette force malveillante ne peut être vaincue que politiquement, mais il est essentiel de lui refuser l'énorme gain de prestige et de puissance que représenterait une victoire russe sur l'Ukraine pour que cela soit possible.

- Autodétermination et indépendance de l'Ukraine
- Retirez toutes les troupes russes de l'ensemble de l'Ukraine dès maintenant.
- Pour le droit d'autodéfense de l'Ukraine et pour qu'elle reçoive des armes d'où qu'elles viennent, y compris de l'OTAN. Pas de soutien à l'OTAN.
- Pour la paix et la justice. Pour le droit de l'Ukraine à déterminer ses propres conditions de paix. Pas d'accords de "paix pour la terre et le peuple" au détriment de l'Ukraine et des Ukrainiens.

---

---

## ***Lutte des travailleurs au Belarus***

---

- Une action de solidarité avec les dirigeants syndicaux emprisonnés a eu lieu lors de la conférence de l'IG Metall.
- Des ouvrières ont été arrêtées dans une usine de confection de Minsk
- Une troisième vague d'arrestations de travailleurs de l'usine du Niémen
- Le dirigeant de "Solidarnast" parle de la répression au Belarus lors d'une conférence à Stavanger
- Une quarantaine d'anciens militants du BNP détenus dans l'affaire du dirigeant syndicaliste
- Réalisation d'une enquête sur le travail forcé des prisonniers politiques au Belarus